



Programme Avenir Juste – Cordaid
Enquête de perception menée du 15 au 24 avril 2024

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de **Bandiagara, Gao, Mopti et Tombouctou au Mali**

///// Restitution de l'enquête de terrain Q5



SIPRI et POINT SUD
Financement Cordaid

PROGRAMME
JUST FUTURE

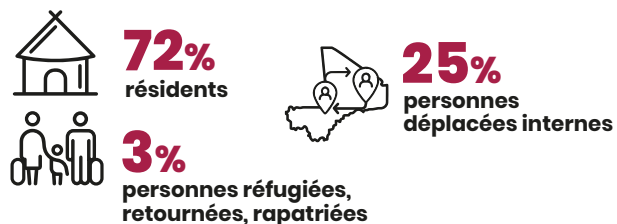
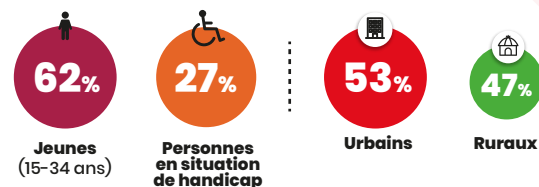


Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 541 personnes dans les régions de Bandiagara, Gao, Mopti et Tombouctou au Mali dans 16 communes et 18 localités.

Les questionnaires sont administrés par une équipe de trois facilitatrices et sept facilitateurs. Conformément aux attentes exprimées par CORDAID, une attention particulière est portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées.

L'échantillon se répartit comme suit :



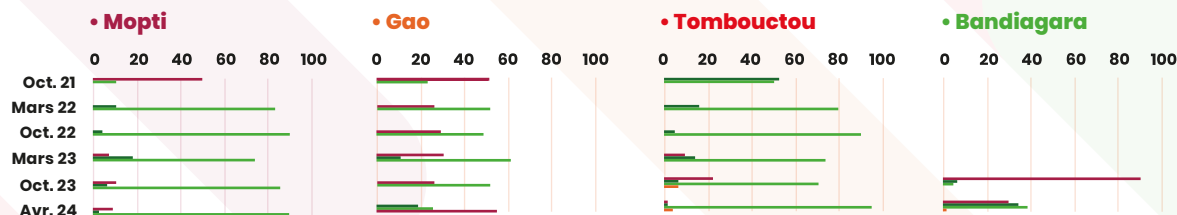
Zones d'enquête

/// Source : carte du Mali, réalisée par Dr. O.Dembélé, coordinateur du projet Avenir Juste au sein de POINT SUD.

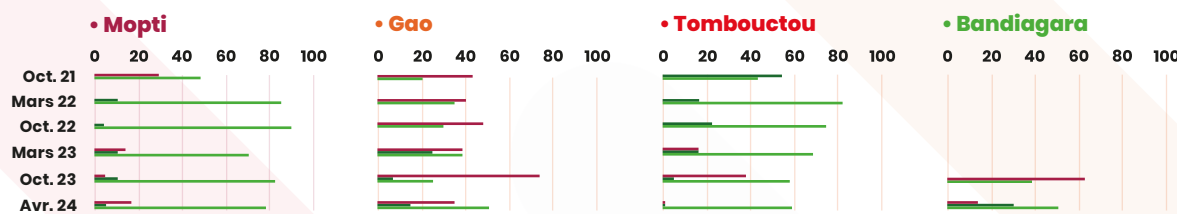


Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local



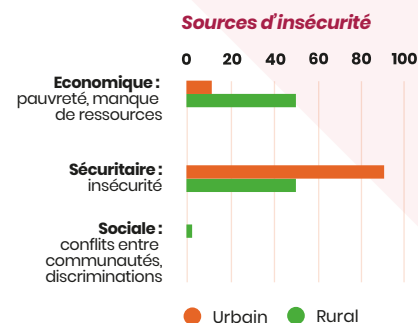
● Amélioration ● Détérioration ● N'a pas changé ● Je ne sais pas

Principales sources d'insécurité



Programme Avenir Juste - Cordaid Restitution de l'enquête de terrain Q5

Dans leur environnement immédiat, les répondants indiquent se sentir :



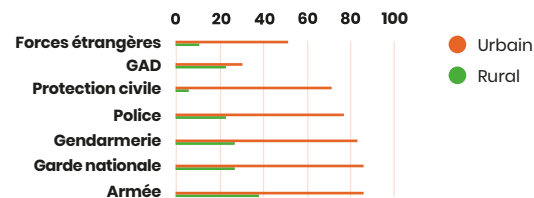
“ On a l'impression d'être en prison dans notre propre pays, on ne peut même pas se déplacer pour aller à Gao où dans le Gourma à cause de l'insécurité liée à la présence des groupes armés djihadistes. ”
(Propos d'un jeune leader, région Gao, avril 2024).

Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent et, surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



Les forces étatiques sont essentiellement présentes dans les zones urbaines.

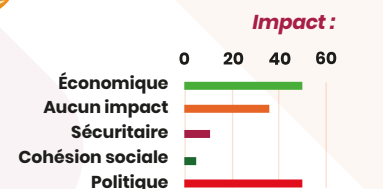


Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

La confiance dans les acteurs de la sécurité reste toujours élevée (entre 80 et 95% selon les acteurs) mais le comportement des FDS et des forces russes est de plus en plus critiqué. Certaines populations se disent "trahies" par leurs comportements et dénoncent des abus.



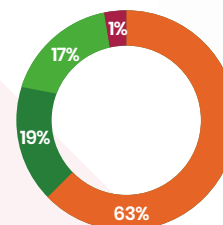
Départ de la MINUSMA



Impact par localité :



Rôle des FDS

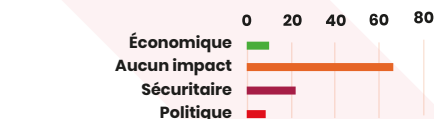


- Doivent assurer seules la défense du pays
- Doivent s'appuyer sur les pays voisins
- Doivent s'appuyer sur des forces étrangères non européennes pour lutter contre les groupes terroristes
- Doivent s'appuyer sur des forces européennes

En dépit de la persistance des insécurités, les relations entre les populations interrogées et les FDS sont qualifiées de « bonnes » et de « normales ».

Politique nationale

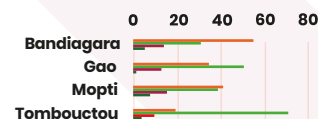
Fin de l'Accord pour la paix et la réconciliation



Sortie de la CEDEAO



Impact par localité



La société civile locale et les questions de sécurité

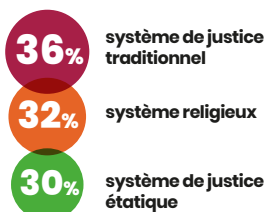
- La « société civile » est très présente au niveau local : les populations y associent une grande variété d'acteurs allant des **autorités traditionnelles et coutumières**, des **chefs religieux** aux **organisations de femmes ou de jeunes**.
- Les principales activités sont l'organisation de rencontres et des séances de **sensibilisation**, mais **peu d'actions concrètes** sont mises en avant.
- Ce sont les **associations** et **mouvements de jeunes** qui sont reconnus comme jouant un rôle plus important au quotidien dans les relations avec les **FDS**.

Accès à la justice

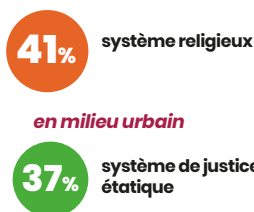
Niveau de confiance



au national



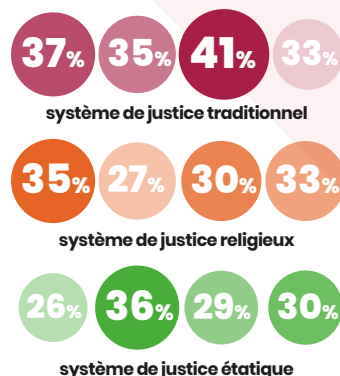
en milieu rural



en milieu urbain



Femmes Hommes Adultes Jeunes



- 48 % des personnes attendent de la justice qu'elle ne soit pas corrompue** et 22 % qu'elle soit rendue dans le respect de tous.
- 46 % disent solliciter le chef de village pour un conflit familial ou avec un membre de la communauté parce que le problème sera traité rapidement.
- 24 % préfèrent la justice traditionnelle parce que les personnes connaissent le chef et 20 % parce que cette justice est gratuite.
- Pour 45 % des personnes enquêtées, la justice traditionnelle et la justice étatique ne s'occupent pas des mêmes questions.**



Conclusions

- Les conditions de vie des populations du Centre et Nord Mali continuent de se dégrader tant aux plans sécuritaire qu'économique** mais cette nouvelle enquête confirme néanmoins les perceptions positives et la confiance que les populations placent dans les autorités de transition pour améliorer la situation.
- Cependant, cette enquête montre d'une part une baisse de la confiance dans les FDS et d'autre part que les forces armées sont de plus en plus considérées comme des sources d'insécurité.** La violence des FAMA, et surtout des forces russes, est largement rapportée lors des discussions, notamment les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, ce qui suscite la terreur chez les populations. **La propagande gouvernementale est aussi remise en cause face à l'absence de résultats sur le terrain.**



Recommandations



Déployer les FDS dans les zones rurales



Lutter contre les discriminations qui conduisent à des abus et former les FDS au respect des droits humains



Soutenir la mise en place d'une police de proximité



Soutenir l'emploi dans les régions, en particulier en direction des jeunes :

La situation est aggravée par le manque d'électricité. Le départ de la MINUSMA a intensifié le chômage dans les localités où elle était présente et des mesures doivent être prises pour offrir des opportunités économiques, en particulier aux jeunes.



Institutionnaliser à l'échelle nationale les comités consultatifs locaux de sécurité



Sécuriser les axes et les foires afin de rompre l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité.